

Keeping cross-border cooperation in the focus of the European project

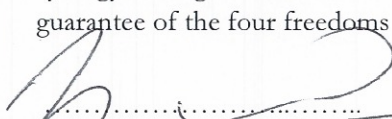
(STRASBOURG DECLARATION)

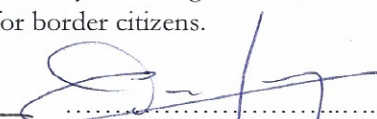
Meeting in the Palais de l'Europe in Strasbourg on 7 October 2021, at the invitation of the Congress of Local and Regional Authorities at the Council of Europe, the Presidents of three organisations - the Association of European Border Regions (AEBR), the Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) and the Central European Service for Cross-Border Initiatives (CESCI) - have agreed the following:

- (1) The unprecedented outbreak of the COVID-19 pandemic in 2020 led national governments to apply certain measures with a view to protecting their citizens. These measures lacked coordination and had a devastating impact on the primary achievement of the EU - the free movement of persons across the borders of Member States. These measures had a particularly harmful effect on the lives of border citizens, many of them cross-border commuters, and on the health and social institutions in which they worked. Other cross-border activities have also suffered.
- (2) The European Committee of the Regions (CoR), along with MOT, CESCI and AEBR, has created a European cross-border citizens' alliance to preserve what has been achieved by the 70-year-old integration, the 35-year-old Schengen Agreement, the 30-year-old Interreg programmes and Single Market. In cooperation with the European Commission, the Alliance has collected and published stories on the impact of COVID-measures on border areas. It has also carried out an online public consultation. The lessons learnt and the envisaged future challenges have been summarised in a CoR Resolution.
- (3) The Alliance has been of great value and, by signing this declaration, the representatives of AEBR, MOT and CESCI commit themselves to establish ever closer cooperation. We do this to preserve what has already been achieved along the internal and external borders of the EU and to facilitate their further development. Our aim is to emancipate borderlands and border citizens, who are the pioneers of the European project. In particular we seek to protect their living standards (access to quality services, education and employment) and their rights (representation and governance).
- (4) The three undersigned parties hereby declare that they will strengthen their cooperation and will act jointly in the following ways:
 - at local/regional, national and European levels;
 - with both short-term and long-term perspectives;
 - in the fields of cross-border obstacles and solutions; cross-border crisis management and border policies; cross-border observation, spatial planning and the development of functional areas; funding of cross-border investments; cross-border public services; and cross-border governance;
 - by collecting evidence and drafting analytical documents; elaborating policy papers; mapping cross-border phenomena; developing and maintaining knowledge and data bases; networking; capacity building; awareness raising and knowledge sharing activities; liaising with European institutions (EU and CoE).

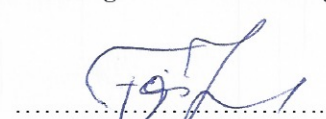
In all these fields, the parties want to remove the obstacles and find cross border solutions.

- (5) In signing this document, the parties declare that their cooperation is not aimed at replacing any of the existing movements, organisations, initiatives and alliances. On the contrary, the undersigned parties seek maximum synergy among themselves and with any other organisation to reach their common goal - the well-being and guarantee of the four freedoms for border citizens.


.....
Karl-Heinz Lambertz
AEBR President


.....
Christian Dupessey
MOT President




.....
Zsuzsanna Fejes
CESCI Vice-President



Maintenir la coopération transfrontalière au cœur du projet européen

(DECLARATION DE STRASBOURG)

Les Présidents de l'Association des régions frontalières européennes (ARFE), de la Mission Opérationnelle Transfrontalière (MOT) et du Central European Service for Cross-Border Initiatives (CESCI) se sont réunis au Palais de l'Europe à Strasbourg le 7 octobre 2021, à l'invitation du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, et ont convenu de ce qui suit:

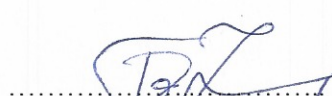
- (1) La pandémie sans précédent de COVID-19 qui s'est déclarée en 2020 a obligé les gouvernements nationaux à appliquer des mesures par lesquelles ils comptaient protéger leurs citoyens contre le virus. Ces mesures ont été mises en œuvre sans coordination et ont eu des effets dévastateurs sur le principal acquis de l'UE, à savoir la libre circulation des personnes à travers les frontières intérieures. Ces mesures ont également mis en lumière les besoins des citoyens frontaliers, dont beaucoup sont des travailleurs transfrontaliers, et ceux des services sanitaires et sociaux qui les emploient. D'autres activités transfrontalières ont également souffert.
- (2) Afin de préserver les acquis des 70 ans d'intégration européenne, des 35 ans de l'accord de Schengen, des 30 ans de programmes Interreg et du "marché unique", le Comité européen des régions (CdR), la MOT, le CESCI et l'ARFE ont décidé de créer une alliance pour les citoyens transfrontaliers. L'Alliance, en coopération avec la Commission européenne, a collecté et publié des récits sur les mesures COVID et leurs impacts sur les zones frontalières, et a mené une consultation publique en ligne. Les enseignements tirés et les perspectives d'avenir ont été résumés dans une résolution du CdR.
- (3) Sur la base des expériences positives de l'Alliance, en signant la présente déclaration, les représentants de l'ARFE, de la MOT et du CESCI s'engagent à établir une coopération toujours plus étroite afin de maintenir les acquis de la coopération transfrontalière le long des frontières intérieures et extérieures de l'UE et de faciliter leur développement futur. Notre objectif est d'émanciper les régions frontalières et les citoyens frontaliers qui sont les pionniers du projet européen. En particulier, nous voulons protéger leur niveau de vie (accès à des services de qualité, à l'éducation et à l'emploi) et leurs droits (représentation et gouvernance).
- (4) Les trois parties soussignées déclarent par la présente qu'elles renforceront leur coopération et agiront conjointement
 - au niveau local/régional, national et européen;
 - avec des perspectives de court et de long terme;
 - dans les domaines de la gestion des crises transfrontalières et des politiques frontalières, de l'observation transfrontalière, de l'aménagement du territoire et du développement des espaces fonctionnels, du financement des investissements transfrontaliers, des services publics transfrontaliers et de la gouvernance transfrontalière;
 - en collectant des faits et en rédigeant des documents d'analyse; en élaborant des documents d'orientation; en cartographiant les phénomènes transfrontaliers; en développant et en entretenant la connaissance et des bases de données; en créant des réseaux; en renforçant les capacités; en menant des activités de sensibilisation et de partage des connaissances; en assurant la liaison avec les institutions européennes (UE et CoE).

Dans tous ces domaines, les trois parties veulent lever les obstacles et trouver des solutions transfrontalières.

- (5) En signant le présent document, les parties déclarent que cette coopération ne vise pas à se substituer ou à remplacer aucun des mouvements, organisations, initiatives et alliances existants. Bien au contraire, les signataires recherchent la synergie maximale entre eux et avec toute autre organisation pour atteindre un objectif commun: le bien-être et la garantie des quatre libertés pour les citoyens transfrontaliers.


Karl-Heinz Lambertz
Président de l'ARFE


Christian Dupessey
Président de la MOT


Zsuzsanna Fejes
Vice-Présidente du CESCI

